

<https://www.aefinfo.fr/depeche/716673-emmanuel-macron-reste-ferme-sur-ses-priorites-da...>

✍️ Quentin Chatelier

🕒 8 min read

Emmanuel Macron reste ferme sur ses priorités d'action avant de recevoir les forces politiques

Le président de la République va recevoir les représentants des différentes forces politiques les 23 et 26 août 2024, soit six semaines après le résultat des élections législatives anticipées. L'objectif d'Emmanuel Macron, qui se satisfait d'une "période de décantation politique utile" selon l'Élysée, est de construire une coalition autour des "forces républicaines" et de nommer un nouveau Premier ministre, sans indiquer à ce stade de délai. L'entourage du chef de l'État rappelle également son opposition à une remise en cause de la politique de l'offre menée depuis son accession au pouvoir.



"La majorité sortante a perdu", concède l'Élysée ce jeudi 22 août, à la veille des consultations des forces politiques, alors que le camp présidentiel n'a obtenu que 166

sièges aux législatives du 7 juillet. Shutterstock - Antonin Albert

Emmanuel Macron veut continuer à imposer son tempo dans le cadre des "consultations" des présidents des groupes parlementaires et des chefs des partis politiques prévues ce vendredi 23 et lundi 26 août. "Le président de la République souhaite faire le bilan des six semaines et réunir l'ensemble des forces politiques représentées au Parlement", indique à la presse l'Élysée ce jeudi 22 août. Objectif : "la nomination d'un nouveau Premier ministre", affirme le palais, tandis que l'actuel titulaire du poste Gabriel Attal est démissionnaire depuis le 16 juillet dernier ([lire sur AEF info](#)). Mais à ce stade, ni délai ni date butoir pour désigner un nouveau locataire de Matignon ne sont annoncés, le chef de l'État ayant exclu fin juillet une telle nomination avant la mi-août ([lire sur AEF info](#)).

Emmenées par Lucie Castets, candidate du NFP au poste de Premier ministre, les forces de gauche (LFI, PS, Les Écologistes et PCE) seront reçues en premier dans la matinée du 23 août. Toujours dans la matinée, les composantes du "bloc central" (Renaissance, MoDem, Horizons) suivront. Dans l'après-midi, le président de la République accueillera successivement la "Droite républicaine" (ex-LR), puis le groupe Liot. Quant au RN, conduit par Marine Le Pen et Jordan Bardella, il sera reçu lundi 26 août. Ensuite, Éric Ciotti, président en disgrâce des LR et patron du groupe "À droite !", s'entretiendra lui aussi avec Emmanuel Macron. Le président de la République doit par ailleurs consulter, dans les prochains jours, les présidents de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, et du Sénat, Gérard Larcher, précise encore l'Élysée.

"Décantation politique"

Ces consultations s'inscrivent "dans le prolongement des résultats des élections législatives du 7 juillet dernier", explique le palais présidentiel, qui assure en tirer "trois leçons". D'abord, "la majorité sortante a perdu", alors que les députés du camp présidentiel (Ensemble pour la République, Les Démocrates, Horizons & Indépendants) n'ont obtenu que 166 sièges. "Deuxième leçon : les Français n'ont pas voulu d'un gouvernement mené par l'extrême droite et le Rassemblement national", poursuit l'Élysée, ajoutant qu'"il y a eu un front républicain manifeste au second tour". Enfin, "aucune force politique n'est en position de revendiquer la majorité absolue, c'est un Parlement des minorités".

Depuis les résultats des législatives et la "lettre du président Emmanuel Macron aux Français" du 10 juillet 2024 ([lire sur AEF info](#)), il y a eu une "décantation politique", estime l'Élysée. À l'adresse des différentes formations politiques, le chef de l'État avait notamment appelé de ses vœux la constitution d'"une majorité la plus large et la plus stable possible", rappelle l'entourage du chef de l'État. "La décision de nomination sera prise en considération de ces deux critères, à l'issue des consultations, affirme aussi l'Élysée. Étant précisé que la stabilité est la capacité pour un gouvernement à ne pas tomber par la première motion de censure déposée."

Dans la foulée des législatives, les différentes formations politiques ont formulé des propositions en vue, entre autres, de pousser leur agenda politique ou d'esquisser de potentielles alliances programmatiques. "Les formations habituées à un régime majoritaire ont pu entamer un travail", observe l'Élysée, à l'instar des "cinq grandes priorités" de Lucie Castets transmises aux parlementaires, du "pacte d'action pour les Français" d'[EPR](#) ([lire sur AEF info](#)) et du "pacte législatif" de la Droite républicaine.

"Une majorité pour bâtir et non déconstruire"

Si Emmanuel Macron entend désormais se placer en "position d'arbitre et de garant des institutions", conformément à ses prérogatives constitutionnelles, il refuse une remise en cause par le nouveau gouvernement de la politique économique et sociale menée depuis 2017. "Le président de la République a indiqué qu'il était important que le pays se dote d'une majorité pour bâtir et non pour démolir ou déconstruire. Il a souligné qu'il ne fallait pas défaire ce qui a été fait et qui fonctionne. Chacun se satisfait des résultats économiques [obtenus depuis sa prise de fonctions]", rappelle ainsi l'Élysée en écho aux déclarations du chef de l'État le 23 juillet 2024 sur France 2 ([lire sur AEF info](#)).

Interrogé par AEF info sur le fait de savoir si cette politique de l'offre constituait une ligne rouge et un critère décisif pour la désignation du futur Premier ministre, l'entourage du président de la République ne répond pas. "Un travail sur le fond doit s'engager dès lors qu'il n'y a que des minorités à l'Assemblée nationale. Une partie des forces politiques doit s'entendre et définir une ligne politique sur laquelle travaillera le nouveau gouvernement", ajoute-t-il simplement.

Réforme des retraites ou de l'assurance chômage, ordonnances Travail, loi Immigration, réforme de la police etc. Le programme du NFP, force politique arrivée en tête des

élections législatives anticipées, promet pourtant de revenir sur plusieurs des mesures emblématiques de la présidence d'Emmanuel Macron ([lire sur AEF info ici](#) et [là](#)). Le désaccord structurel entre le camp présidentiel et l'alliance de gauche se manifeste également sur les futurs choix budgétaires, alors que le Premier ministre démissionnaire Gabriel Attal a adressé le 20 août 2024 des lettres plafonds aux ministères dessinant un PLF 2025 à crédits constants par rapport à 2024 ([lire sur AEF info](#)). Ce qui imposerait de facto d'importantes économies en raison de l'inflation. "L'envoi des "lettres plafonds" pour le budget 2025 est un déni démocratique clair", a martelé le président insoumis de la commission des Finances de l'Assemblée nationale Éric Coquerel, le 21 août sur France Info.

Lucie Castets et le NFP veulent gouverner

À la veille de sa réception par Emmanuel Macron à l'Élysée avec les représentants des différentes forces politiques du NFP, la candidate désignée à Matignon maintient la pression sur le chef de l'État. Après notamment une interview à Libération ([lire sur AEF info](#)), elle signe le 22 août 2024 sur France Info une [lettre](#) aux Français revendiquant à nouveau sa volonté de gouverner. "Une rupture est nécessaire avec les politiques passées. Elle a été demandée par les électrices et électeurs. C'est ce à quoi s'attellera un gouvernement du NFP dès les premières heures de sa nomination", y affirme notamment Lucie Castets avec le soutien des dirigeants de LFI, du PS, du PCF et des Écologistes. "La coalition arrivée en tête doit pouvoir former un gouvernement, chercher des accords au sein du Parlement et se mettre au travail. Nous y avons travaillé tout l'été. Nous sommes prêts", ajoute-t-elle en rappelant les bases programmatiques de l'alliance de gauche, par exemple sur l'augmentation des salaires ou les services publics.

Generated with Reader Mode